

La fétichisation du pouvoir en Afrique : l'exemple de la Guinée [Par Dr Babacar Diop]

écrit par GuineePolitique© | 17 novembre 2019



La tyrannie par excellence [...] repose sur la contrainte, car aucun homme libre ne supporte de son plein gré un tel pouvoir, Aristote, Les politiques, GF Flammarion, 1993, p.310.



Dr Babacar Diop

L'Afrique

est encore frappée par ce que le philosophe sénégalais Djibril Samb

appelle le «syndrome Bâsi», une maladie qui affecte dangereusement les

chefs d'Etat africains et qui est pire que l'épidémie de l'Ebola. Bâsi

était un souverain de l'empire du Ghana qui arriva au pouvoir à un âge

assez avancé ; frappé de cécité qu'il dissimula, il s'accrocha au

pouvoir avec la complicité de son entourage en usant de toutes sortes de subterfuges (D. Samb, *L'Afrique dans le temps du monde*, 2010, p.91).

Le pouvoir est une drogue qui fait perdre la raison. Des chefs d'Etat africains découvrent subitement, avec déraison, qu'ils sont irremplaçables et nourrissent la folle ambition de régner à vie sur leur pays. Ils sont prêts à tout, au nom disent-ils de l'intérêt supérieur de leur pays : ils tuent des enfants, massacrent leur peuple, emprisonnent des innocents pour satisfaire des ambitions démesurées et démoniaques. Ils prétendent terminer les projets qu'ils seraient les seuls à pouvoir achever. C'est dans cette logique que Djibril Samb explique cette maladie contagieuse et mortelle des hommes politiques africains : *«Ce syndrome consiste, pour ces chefs d'État [...], même parvenus démocratiquement au pouvoir, à capturer l'appareil d'État, à vassaliser toutes les institutions, à concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains et celles de leurs familles, avant d'instituer une espèce de «royauté barbare» d'extraction tyrannique fondée sur le règne du pouvoir personnel. Ce syndrome est d'autant plus justement nommé que certains chefs d'Etat africains, n'ayant pourtant exercé le pouvoir au plus que quelques années, se découvrent subitement irremplaçables»* (*L'Afrique dans le temps du monde*, p.92). Le syndrome Bâsi constitue une politique du pire qui

repose sur
la violence brutale et une concentration de tous les pouvoirs
entre les
mains d'un individu omnipotent qui devient l'alpha et l'oméga
de tout un
peuple soumis à ses désirs, fantasmes et caprices les plus
burlesques.

À titre d'illustration, le président Alpha Condé, arrivé au pouvoir à un âge fort avancé, après plusieurs décennies passées dans l'opposition, apparaît comme un nouveau Bâsi des temps modernes. Frappé de cécité politique, il utilise la violence contre son peuple pour s'accrocher à un pouvoir personnel et clanique qui a tourné le dos au peuple guinéen depuis longtemps. Ses partisans entonnent la chanson déjà entendue ailleurs:

«la Guinée a besoin du P^r Alpha Condé, il faut le laisser terminer ses chantiers pour le grand bonheur du peuple guinéen». C'est pourquoi, F. Mitterrand avait bien raison de dire : «Il y a toujours une clientèle pour les dimensions hors série» (Le coup d'Etat permanent, 2010, p.109).

Alpha Condé ne reculera devant aucune honte, il tuera pour le pouvoir, il piétinera le peuple pour conserver les privilèges égoïstes de son clan politique. L'Afrique est malade de ses dirigeants ! C'est la raison pour laquelle, *«la question fondamentale qui se pose à l'Afrique [...] demeure celle de son leadership politique»* (D. Samb, *L'Afrique dans le temps du monde*, p.9).

Les manifestations organisées à Conakry et à l'intérieur du pays, entre
le 14 et 16 octobre par le Front national pour la défense de la
Constitution (FNDC) ont déjà fait onze morts, une centaine de blessés

dont certains sont dans un état critique et plus de deux cents arrestations. Malgré cette situation chaotique, Alpha Condé refuse

d'entendre la voix de la raison ; il est décidé à aller jusqu'au bout de

sa logique meurtrière du troisième mandat en marchant sur des cadavres.

Le peuple de Guinée a trop souffert pour supporter à nouveau qu'on

sacrifie innocemment ses enfants. Il faut préserver le sang sacré des

guinéens. A-t-on oublié le massacre du 28 septembre 2009 qui a fait plus

de 150 morts ? A-t-on oublié la douleur des femmes violées dans

l'enceinte du stade du 28 septembre de Conakry ? A-t-on besoin de

rappeler toutes les luttes du peuple guinéen pour la démocratie et la

dignité ? A-t-on rangé aux oubliettes le rôle pionnier et héroïque de la

Guinée dans les indépendances africaines. Il est évident qu'Alpha Condé

refuse de marcher dans le sens de l'histoire, il veut replonger la

Guinée dans les ténèbres à ce moment décisif de son histoire.

Malgré

la grande défaillance d'un homme face à sa population, la belle

jeunesse de Guinée est décidée à marcher dans le sens l'histoire. Elle

assure la résistance populaire pour arrêter la révision constitutionnelle qui ouvrirait à Alpha Condé la voie à une candidature

et à un troisième mandat au forceps. Saint-Just disait, avec son cœur

plein de jeunesse dans son *Discours sur la Constitution de France* :

«La liberté d'un peuple est dans la force et la durée de sa constitution ; sa liberté périt toujours avec elle, parce qu'elle périt
par des tyrans qui deviennent plus forts que la liberté même»
(*Œuvres complètes*, 2004, p.539).

Au regard de l'idéal de démocratie que nous souhaitons en Afrique, la jeunesse doit soutenir ce noble combat pour dissuader d'autres «Bâsi» en puissance qui observent avec intérêt l'évolution de la situation en Guinée. Sans aucune hésitation, les peuples africains doivent adopter des positions radicales contre les chefs d'État qui seraient tentés par l'idée d'un troisième mandat, en violation flagrante de la Constitution de leur pays. C'est l'occasion d'inviter la jeunesse africaine à s'inspirer de ces propos pleins d'enthousiasme, d'engagement et d'actualité du jeune Abraham Lincoln de Springfield qui venait d'entrer en politique ; il disait à ses compatriotes américains dans un discours du 27 janvier 1838, à la veille de son vingt-neuvième anniversaire: «[Que chaque amoureux de la liberté, que tout citoyen qui veut le bien de sa postérité jure, au nom du sang versé par la révolution, de ne jamais violer en quoi que ce soit les lois du pays et de ne jamais tolérer que d'autres les violent. [...], que chaque [citoyen] accepte de soutenir la Constitution et les lois au prix de sa vie, de ses biens et de son honneur sacré ; qu'aucun n'oublie que transgresser la loi, c'est piétiner le sang de son père et mettre en lambeaux sa propre liberté comme celle de ses enfants. [...] Bref que [le respect de la loi] devienne la religion politique de la nation ; que les anciens et les jeunes, les riches et les pauvres, les esprits graves et les êtres joyeux, quels que soient leur sexe, leur langue, leur couleur, leur condition, ne cessent jamais de lui offrir des sacrifices sur les autels qui sont les siens» (*Le pouvoir des mots. Lettres et discours*, 2009, pp.20-21).

Alpha Condé, un passionné de pouvoir absolu en arrive à se considérer comme la source légitime du pouvoir, oubliant que la légitimité émane de la volonté de la communauté politique. Pour cet homme, sa propre volonté et la volonté particulière du clan au pouvoir deviennent la volonté générale. C'est ce processus de corruption de la politique qui coupe la légitimité de sa source originale (la communauté) que le philosophe argentin Enrique Dussel appelle la «fétichisation du pouvoir», c'est-à-dire, son absolutisation, et sa divinisation.

La fétichisation du pouvoir est la manifestation de la corruption la plus achevée de la politique. Ainsi, les représentants cessent de représenter le peuple pour incarner des intérêts particuliers, les intérêts du groupe au pouvoir et des lobbies qui les soutiennent. Le pouvoir se corrompt quand il dévie de sa fonction première qui est d'obéir à la volonté générale de la communauté politique. En ce sens, E. Dussel soutient : «La *corruption originaire* du politique, que nous nommerons le *fétichisme du pouvoir*, consiste en ce que l'acteur politique (les membres de la communauté politique, qu'ils soient citoyens ou représentants) croit pouvoir affirmer que sa subjectivité propre ou l'institution dans laquelle il accomplit une fonction (et qui lui permet donc d'être appelé «fonctionnaire», qu'il soit président, député, juge militaire policier, est le *siège* ou la *source* du pouvoir politique. Ainsi, par exemple, l'État qui s'affirme comme souverain, comme l'instance ultime du pouvoir, représente le fétichisme du pouvoir de l'État et la *corruption* de tous ceux qui prétendent exercer le pouvoir étatique ainsi défini» (*Vingt thèses de politique*, 2018, p.29-30). Celui qui nie son

peuple s'affirme lui-même comme maître absolu et se divinise. Ainsi, le pouvoir est considéré comme une idole à laquelle on sacrifie la vie du peuple qui devient un instrument, un objet, c'est-à-dire une chose. Le pouvoir fétichisé est un pouvoir corrompu, coupé des préoccupations du peuple pour satisfaire des intérêts particuliers ; c'est aussi un pouvoir oppressif qui use des formes les plus brutales de la violence.

Alpha Condé croit exercer le pouvoir par son « autorité autoréférentielle » (E. Dussel, *Vingt thèses de politique*, p.30), c'est-à-dire référée à lui-même, oubliant la communauté politique, «l'instance ultime» qui est la seule source du pouvoir légitime. Alpha Condé, candidat au pouvoir absolu, devient à lui seul toute la Guinée, sa volonté particulière vaut la volonté générale du peuple. Ainsi le pouvoir en Guinée se corrompt, se fétichise, s'absolutise et se tyrannise. Le pouvoir fétichisé est un pouvoir despotique qui use de la violence pour exercer sa domination sur le peuple. Il ne consiste plus en un exercice délégué par la communauté, mais plutôt en une dictature qui persécute le peuple afin d'assouvir les ambitions particulières et égoïstes d'une oligarchie politique corrompue. Dans un tel schéma, ceux qui s'opposent à l'oppression sont persécutés et réprimés jusqu'à la mort. Ainsi, le pouvoir fétichisé se nourrit du sang de ceux qui résistent.

Le peuple doit faire face au monstre afin de construire un nouvel ordre qui consacre la volonté de la communauté. En Afrique, il est

temps que
les despotes comprennent que le peuple est le seul détenteur
légitime du
pouvoir. La Guinée doit user de tous les moyens pour se
libérer de
cette nouvelle domination. Devant un Bâsi infirme et assoiffé
de pouvoir
absolu, il faut un peuple éveillé et prêt à défendre sa
liberté à tout
prix. En vérité, «un dictateur n'a pas de concurrent à sa
taille tant que le peuple ne relève pas le défi» (*Le coup
d'État permanent*,
2010, p.238). Aujourd'hui, la Guinée engage la lutte pour sa
«Seconde
Emancipation» ; ce noble combat mérite une solidarité
continentale.

Pour
conclure, les onze victimes des manifestations du 14 au 16
octobre 2019
doivent être élevées au rang de martyrs de la démocratie. À
leur
endroit, nous prononçons ces vers de Senghor remplis symboles
: « Non,
vous n'êtes pas morts gratuits. Vous êtes les témoins de
l'Afrique
immortelle /Vous êtes les témoins du monde nouveau qui sera
demain »
(L.S. Senghor, *Œuvre poétique*, 1990, p.95). La jeunesse
africaine est invincible.

Dr Babacar DIOP

Enseignant-chercheur au département de Philosophie de
l'Université Cheikh Anta DIOP

